
secteur commercial, le Canada croit que la meilleure façon d'y parvenir réside dans la recherche d'un système commercial international ouvert et dans une participation accrue des pays en voie de développement à l'Accord général sur les tarifs et le commerce, le GATT. Ce sont là les grands objectifs que nous continuerons de poursuivre dans les négociations Nord-Sud, et dans toutes négociations globales éventuelles, ainsi que lors de conférences permanentes comme la réunion ministérielle du GATT, qui se tiendra prochainement.

Avantages du programme d'aide

Le programme d'aide du Canada reste une contribution essentielle aux efforts des pays en voie de développement en vue de promouvoir la croissance et le développement. Trop souvent, ce programme d'aide, qui se chiffre à près de 1,5 milliard de dollars par an, est certes perçu comme une expression éloquentes de notre générosité en tant que peuple, mais aussi comme une perte sèche pour l'économie canadienne. Or, cela est loin d'être le cas.

Notre programme d'aide nous sert en ouvrant de nouveaux marchés pour nos produits et notre technologie. Dans les principaux pays des Caraïbes, de l'Amérique latine, de l'Asie et en Afrique, où le Canada était jusqu'à tout récemment très peu présent, notre réputation comme partenaire valable n'est plus à faire et nous le devons à notre programme d'aide. Dans plusieurs pays du tiers monde, nos biens d'équipement ont pu se tailler une part du marché grâce à ce même programme. Je pense, par exemple, aux compagnies telles Bombardier et de Havilland. Des firmes de consultants comme S.N.C., Lavalin et Gaucher-Pringle-Carrier ont su utiliser le programme d'aide comme tremplin pour augmenter et diversifier leurs activités dans les pays en voie de développement. Et si j'ai cité les noms de quelques sociétés québécoises parmi les bénéficiaires du programme d'assistance, ce n'est pas par hasard : globalement, quelque 40 p. 100 des contrats de services passés au Canada par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sont revenus à des sociétés installées dans l'agglomération montréalaise.

D'ailleurs la contribution canadienne aux diverses organisations internationales telles que la Banque mondiale et les banques régionales de développement permet aux sociétés canadiennes de soumissionner dans des conditions avantageuses de grands projets financés multilatéralement. Il reste, toutefois, que nous avons du chemin à parcourir avant d'obtenir une juste part de cet énorme marché.

D'une manière générale donc, l'aide est venue appuyer directement et de façon significative nos sociétés d'exportations et nos firmes de consultants. Récemment, le gouvernement canadien a pris des décisions visant à rendre le programme d'aide encore plus pertinent et plus utile pour le monde des affaires. L'an dernier, il a été convenu de réserver 20 p. 100 de notre assistance aux pays à revenu moyen, où les retombées commerciales sont les plus attrayantes. D'ailleurs, un nouveau programme de coopération industrielle a été mis sur pied afin d'encourager les entreprises canadiennes à s'implanter dans les pays en voie de développement ou à y étendre leurs opérations. À